

l'ouverture d'un mur et frappe de nouveau le sol.

Ce nouveau nom a été présenté, jeudi 28 mars à l'Espace de l'Océan d'Anglet, aux agents des différentes structures de transport concernées par ce changement Jean-René Etchegaray, président de la CAPB, Claude Olive, son vice-président, maire d'Anglet et président du Syndicat des mobilités et Damien Duhamel, directeur de ce même syndicat, se sont appliqués à définir les raisons qui ont poussé à rassembler les différents modes de transport sous un même nom de marque.

Une billetterie unique

La marque se déploiera, dès cet été, sur les navettes de Mauléon et Saint-Palais et lors du lancement du nouveau réseau à la rentrée 2019. D'ici à 2021, sont également prévues la mise en place d'une billetterie unique, l'harmonisation des tarifs et la création d'outils numériques facilitant les déplacements.

Les lignes 813 (Masparracq, Biscous), 814 (Cambou-les-Bains, Larressore, Ustaritz), 816 (Bayonne-Hendaye) auront un cadencement toutes les 30 minutes aux heures de pointe.

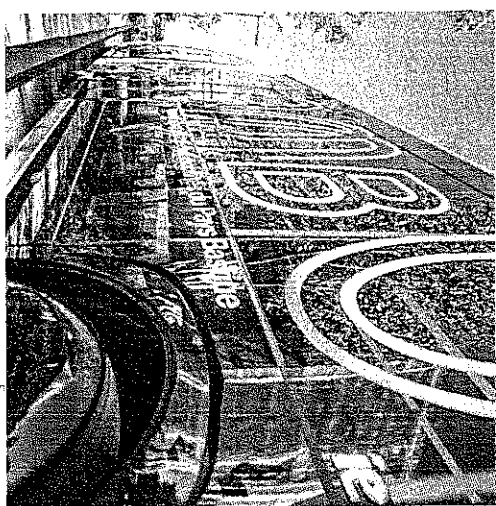
Les lignes 810 (Saint-Etienne-de-Baïgorry, Saint-Jean-Pied-de-Port, Saint-Palais, Larceveau), 811 (Mauléon, Iardets, Saint-Palais, Bidache, Bardos) et 812 (Labouze, Urcuit, Urt) doivent, elles aussi, bénéficier d'un meilleur cadencement.

Trois lignes urbaines vont également être créées, à Cambou-les-Bains, Mauléon et en Arnikuze, en complément du transport à la demande « Roulez en Arnikuze ».

En plus de la subvention déjà octroyée pour l'achat d'un Vélo à assistance électrique, un service de location longue durée de vélos à assistance électrique (VAD) sera lancé sur l'ensemble des communes du Pays basque, afin d'inciter à l'achat. Des vélos en libre-service seront également proposés dans toutes les communes littorales, de Iarnos à Hendaye.

LES DIFFÉRENTS INTERVENANTS DE LA RÉUNION À L'ESPACE DE L'Océan, mercredi soir, ont insisté sur le fait que l'adoption d'un nom dit ombrelle comme Txik Txak, pour recouvrir les différentes activités liées à la mobilité au Pays basque n'aurait pas qu'une valeur symbolique. « Des que nous sommes arrivés aux affaires avec Claude Olive, nous avons mis la question de la mobilité sur la table. Nous avons fait le constat du retard accumulé et du défi, en termes technique et financier, qui se présentait à l'échelle de l'ensemble de l'agglomération », affirme Jean-René Etchegaray.

Pour le président de la CAPB, « Il n'est pas un seul élu de la Soule, de la Basse-Navarre et du Labourd qui ne soit pas concerné par la question de la mobilité. Il n'est pas uniquement question de mode de transport, mais aussi de développement économique et social. » À ses yeux, l'enjeu est de répondre aux deux attentes essentielles des citoyens qui dans ce cas, sont aussi des usagers, la performance et la qualité du service. Ce qui implique, pour Claude Olive, « d'avoir la même cohérence pour l'ensemble de nos services. » Ce qui passe par « le renforcement des réseaux associés au Tram'bus, au plus



Au-delà du Tram'bus, les enjeux de la mobilité sont vastes. PHOTO: MIP

près du développement urbain, l'amélioration des réseaux intermédiaires aux heures les plus importantes. »

Sur la zone côtière, il voit aussi dans le développement d'un service fluvial, « un enjeu majeur ».

Grève : le centre des impôts de Biarritz fermé hier

SERVICES PUBLICS L'existence de trois centres basco-béarnais serait menacée

Le centre des impôts de Biarritz était fermé hier suite à un appel national de l'intersyndicale (CGT, Solidaires, FO et CFDT) de la Direction générale des finances publiques (DGFiP). Ils étaient une cinquantaine à manifester devant les portes.

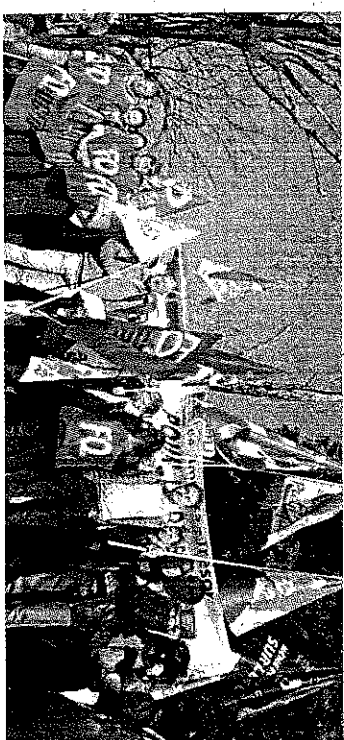
Après la fermeture d'Hendaye cette année, ils protestent contre les suppressions de postes qui menaceraient cette fois, Orthez,

Oloron et Biarritz, soit « une vingtaine en 2018 et le même nombre en 2019. Nous craignons que le rythme s'accroisse encore en 2020 », résume Patrick Gayon, de Solidaires.

Les manifestants ont distribué des tracts expliquant l'impact de ces suppressions sur les usagers. Leur corollaire : la hausse de la dématérialisation des services. « Aujourd'hui, il est possible de payer

ses impôts par chèque ou espèces, de venir sans rendez-vous, d'être conseillé gratuitement par des agents formés. Dernièrement, ces services à visage humain seront supprimés dans certaines zones. Il faudra tout faire en ligne, passer par des plateformes téléphoniques payantes », décrivent-ils pointant un risque d'inégalité de traitement entre les citoyens.

Raphaëlle Gourin



Ils étaient une cinquantaine à manifester hier matin devant le centre des impôts de Biarritz. PHOTO: RGS